



HAL
open science

Sécheresse et tourisme sur le littoral morbihannais

Vincent Andreu-Boussut, Claire Choblet, Marie François, Xavier Michel

► **To cite this version:**

Vincent Andreu-Boussut, Claire Choblet, Marie François, Xavier Michel. Sécheresse et tourisme sur le littoral morbihannais. Colloque international pluridisciplinaire Le littoral : subir, dire, agir, Jan 2008, Lille, France. http://www.ifresi.univ-lille1.fr/Littoral2008/Themes/Theme_5/seance_fr_1.htm. halshs-00264311

HAL Id: halshs-00264311

<https://shs.hal.science/halshs-00264311>

Submitted on 19 Mar 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SECHERESSE ET TOURISME SUR LE LITTORAL MORBIHANNAIS

ANDREU-BOUSSUT V.¹, CHOBLET C.², FRANÇOIS M.³, MICHEL X.⁴

¹ Maître de conférences en Géographie, Université du Maine, GREGUM/UMR ESO.

² Géographe, UMR LETG, Nantes.

³ Doctorante en Géographie, ATER à l'Université de Caen, CRESO/UMR ESO.

⁴ Maître de conférences en Géographie, IUFM de Basse-Normandie, Caen, CRESO/UMR ESO.

Résumé

Le Morbihan, situé en milieu océanique, connaît cependant des épisodes de sécheresse. Durant la période estivale, l'importante population touristique, surtout sur le littoral et dans les îles, peut conduire à un risque de pénurie d'eau. Au-delà du manque de réserves en eau, la question intègre aussi la dégradation de la qualité de l'eau, et la modification de l'environnement et des paysages dans le cadre des activités récréatives. Un projet de recherche en lien avec les acteurs territoriaux est élaboré afin d'améliorer les connaissances dans deux directions. Premièrement, des incitations sont menées auprès des hébergeurs afin qu'ils acquièrent des équipements hydro-économiques, mais dans quelle mesure suivent-ils ces encouragements ? Deuxièmement, les touristes font-ils attention aux économies d'eau ? Plus généralement, quelles sont leurs relations aux environnements et aux paysages et comment ces relations permettent-elles de comprendre leurs représentations et comportements vis-à-vis de la préservation de l'eau et de préconiser des modes de sensibilisation adaptés ?

Mots-clés : tourisme, Morbihan, sécheresse, environnement, pénurie d'eau.

Abstract

The Morbihan department is situated in an oceanic environment, but with drought episode. During the summer, the high number of tourists can lead to a risk of water shortage. Beyond the lack of stock in freshwater, the question includes the degradation of freshwater quality, and the environments and landscapes changes in relation to the recreational activities. A research project with the stakeholders is developed to improve the knowledge in two directions. First, how the encouragements in freshwater economies are performed in the accommodations ? Secondly, do the tourists pay attention to the economies freshwater ? More generally, what are their relationships to the environments and landscapes and how these relationships allow to understand their representations and behaviours towards the freshwater preservation and to advocate the appropriated ways of awareness ?

Keywords : tourism, Morbihan, drought, environment, freshwater shortage.

Introduction

A partir d'une rencontre entre acteurs et chercheurs, un projet de recherche mettant en relation la question de la pression touristique et celle du risque de pénurie d'eau dans le Morbihan s'est constitué, dans le cadre du programme « Risque, décision, territoire ». La communication présente ici un état de la question, les positions des acteurs vis-à-vis de cette relation entre le tourisme et le risque de pénurie d'eau, puis les objectifs de connaissance initialement définis.

1. L'état de la question

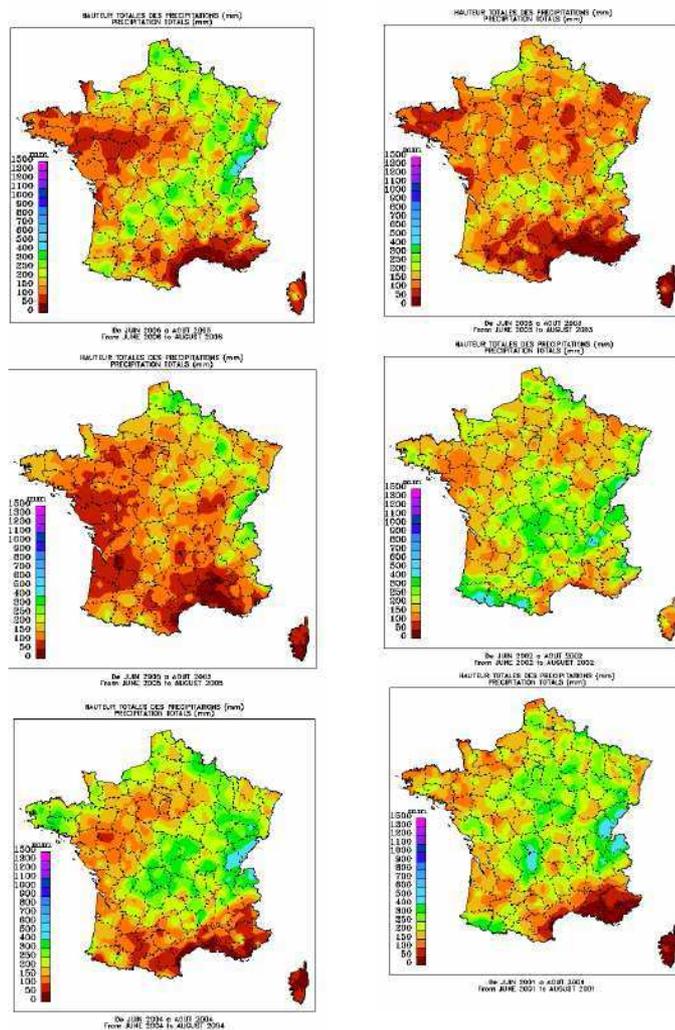
1.1 L'aléa sécheresse dans le Morbihan

Une présentation de l'aléa sécheresse et de sa répartition géographique est d'abord à faire, car, même si la distribution de l'eau est gérée en réseau, pour faire face à des inégalités locales dans la ressource, l'aléa sécheresse a aussi d'autres implications, relatives aux paysages.

1.1.1 L'aléa sécheresse dans l'espace

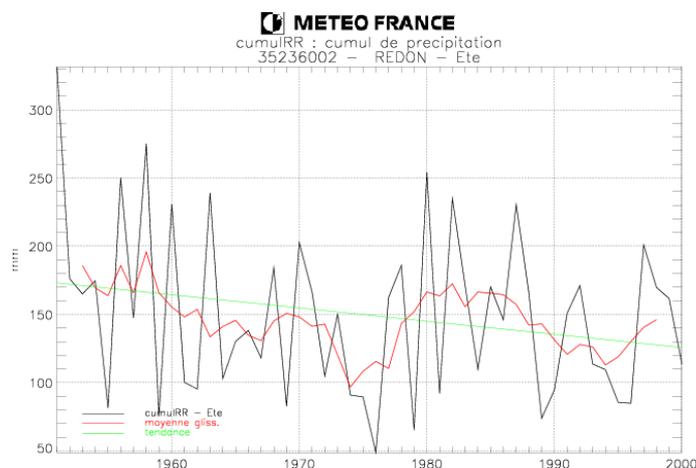
Le Morbihan est un département, en milieu océanique, où des épisodes de sécheresse se produisent. Ce sont les espaces les plus continentaux et orientaux et les moins élevés du territoire qui sont davantage soumis à l'aléa sécheresse, avec de courts bassins versants qui ne bénéficient pas d'apports d'eau continentale allogène. L'est du département relève de l'espace ligérien du point de vue des totaux de précipitations estivales certaines années. Sur la figure 1, on remarque que, en 2001, 2002, et de 2004 à 2006, le Morbihan est en marge de ces situations de moindres précipitations sur les Pays de Loire et le Poitou-Charentes. Durant l'été 2003, il connaît aussi des précipitations moindres, mais au sein cette fois d'un ensemble géographique englobant le nord et l'ouest de la Bretagne.

L'aléa sécheresse associe les données sur les apports pluviométriques avec les conditions topographiques et lithologiques, permettant de localiser les espaces où il est le plus manifeste. Dans le Massif armoricain, la géologie générale de socle induit des réserves souterraines très limitées. L'est du Morbihan cumule la contrainte de moindres précipitations estivales certaines années avec la présence de zones schisteuses, avec des cours d'eau entretenus, durant les étiages estivaux, par les pluies efficaces de l'automne et de l'hiver précédent. Lors des années de sécheresse, certains cours d'eau ne produisent plus qu'un écoulement temporaire. Dans les zones granitiques, à l'ouest du département, des réserves en eau plus importantes existent, avec des diminutions de débit fluvial qui sont atténuées par l'intervention de réserves profondes (Mounier, Dubreuil, Le Hénaff, 1993).



Source : Météo France.

Figure 1 : La situation du Morbihan en France pour le total des précipitations estivales (juin-août) de 2001 à 2006.



Source : CNRS, données IMFREX.

Figure 2 : L'évolution du cumul des précipitations estivales à Redon (1950-2001)

1.1.2 L'aléa sécheresse dans le temps

La sécheresse dans le Morbihan ne survient pas en tant que phénomène permanent, mais comme un écart à une norme climatique dans une région habituellement marquée par un climat frais et humide et sans mois secs (Dubreuil, 1997). Les épisodes de sécheresse s'inscrivent dans deux types de cycle temporel : soit une année sèche isolée (1976), soit une succession d'années à faibles précipitations, comme de 1988 à 1990 (Dubreuil, 1996). Dans les deux cas, on observe, notamment par la périodicité de la sécheresse sur les îles, que les épisodes de sécheresse se reproduisent environ tous les quinze ans (1956, 1972, 1989 et 2005). Au sujet de l'évolution dans le temps, depuis un demi-siècle, dans le Morbihan, la moyenne pluviométrique est stable, mais dissimule une évolution saisonnière sensible. Il se produit une hausse des pluies hivernales, mais qui ne compense pas une baisse des pluies estivales, car les précipitations d'hiver et de printemps ruissellent davantage qu'elles ne s'infiltrant (Dubreuil, Mounier, Lejeune, 1998). Ainsi (figure 2), la tendance du cumul de précipitations estivales est passée de 170mm à 130mm sur la période 1951-2001 à Redon, station d'Ile-et-Vilaine mais reste proche et représentative du sud-est du Morbihan. Outre cette évolution des bilans hydriques, les types de temps chauds et les températures chaudes augmentent aussi, induisant une plus forte évapotranspiration.

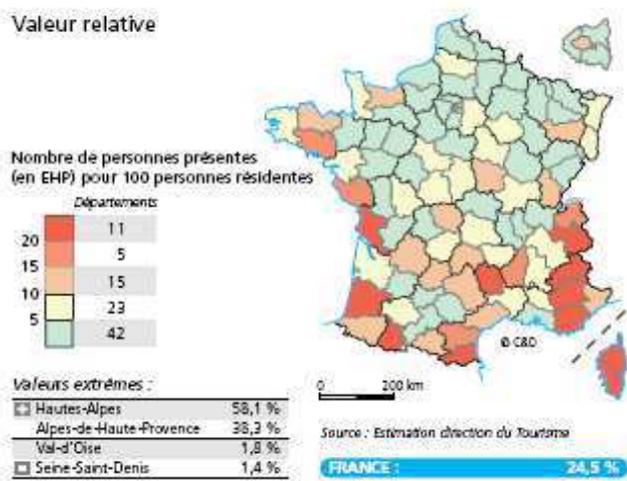
1.2 La pression touristique dans le Morbihan

Le Morbihan est le sixième département touristique français en termes de nuitées. En France, il fait partie des 16 départements ayant plus de 15 touristes présents sur l'année sur 100 habitants permanents (figure 3). Il connaît une attraction touristique, estivale mais aussi printanière qui impulse et suit une attraction démographique de +3,9 % de 1990 à 1999. De 1993 à 2003, le nombre de nuitées touristiques a augmenté de 44 %. Par rapport à d'autres départements du nord de la France dont la population présente diminue en été, le Morbihan connaît un pic de population présente en juillet et août, mais aussi une hausse de population de avril à juin (figure 4). En effectuant une analyse géographique par cantons de la répartition des résidences secondaires dans le département (figure 5), on s'aperçoit que le nombre de résidences secondaires est le plus élevé dans les cantons littoraux, avec des concentrations à 10440 dans le canton de Sarzeau et 14229 dans celui de Quiberon.

L'évolution du nombre de résidences est aussi positive dans les espaces littoraux (figure 6), exceptées les villes (Lorient et Vannes), avec des taux de croissance de +38 % à Belle-Ile, +37 % à Sarzeau, +29 % à Belz, 26 % à Port-Louis. On remarque aussi que ce sont les espaces littoraux situés les plus à l'est du département qui connaissent les croissances les plus élevées. L'évolution est plus modérée pour les cantons littoraux où la croissance du parc est plus ancienne (+12 % à Quiberon). Il est intéressant de noter que les cantons de l'arrière-pays littoral, à 20 km environ de la mer, sont aussi concernés par le phénomène : +39 % à Pluvigner, +34 % à Grand-Champ, +28 % à Elven. La question de la pression touristique se pose donc plus spécialement pour l'espace littoral dans le département. Même si les taux de croissance de l'hébergement des vacanciers sont élevés dans certains cantons de l'intérieur du département, cela se produit à partir d'un parc de logements beaucoup plus réduit.

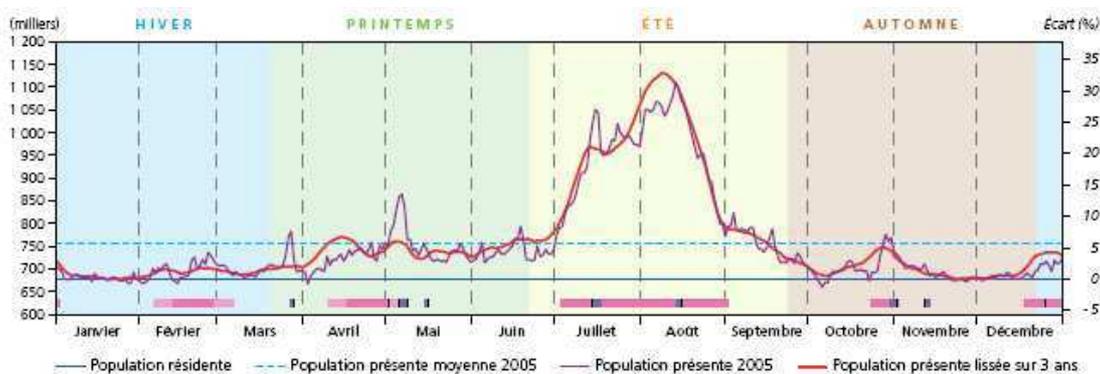
1.3 Le risque de pénurie d'eau

On entend « risque de pénurie d'eau » dans un sens relatif, et non forcément absolu. L'expression trouve deux champs d'application, d'une part pour caractériser une situation dans laquelle l'offre disponible ne fournit plus suffisamment la demande en eau en matière de consommation d'eau pour les usages domestiques et économiques, et d'autre part, pour exprimer les conséquences de la sécheresse sur le paysage. En effet, outre la pénurie d'eau en termes d'approvisionnement et de distribution, qui se traduit aussi par un risque de dégradation de la qualité de l'eau, il existe un risque de perte de qualité paysagère, qui pose question en lien avec les usages de loisirs. Les baignades, la pêche, la navigation dans les lacs et cours d'eau, sont autant d'activités qui peuvent être affectées par les effets de la sécheresse, conduisant dans ce domaine à un risque de pénurie d'eau. Au-delà des pratiques de « l'hydrôme », il faut prendre en compte les dégradations dues à la sécheresse sur l'ensemble des paysages. Les risques de pénurie d'eau sont donc pluriels, ils sont aussi diversement prégnants dans les différents espaces du département. Dans les îles, c'est surtout le risque de diminution de la ressource en eau pour les populations qui est important. Sur le continent, c'est le risque de dégradation de la qualité de l'eau qui apparaît le plus important, par une hausse saisonnière des besoins, qui induit un sous-dimensionnement des infrastructures de traitement des eaux. Si le risque de pénurie quantitative y est limité et atténué par une mise en réseau de la ressource, il demeure présent pour les années importantes de sécheresse, et est accru par le niveau élevé de fréquentation touristique littorale, qui diffuse le risque sur le département par les prélèvements importants effectués dans les stations balnéaires. Enfin, en ce qui concerne le risque de dégradation des paysages par rapport à l'activité ludique (sportive ou d'appréciation du cadre paysager), c'est clairement dans l'espace rural du département qu'il peut se manifester.



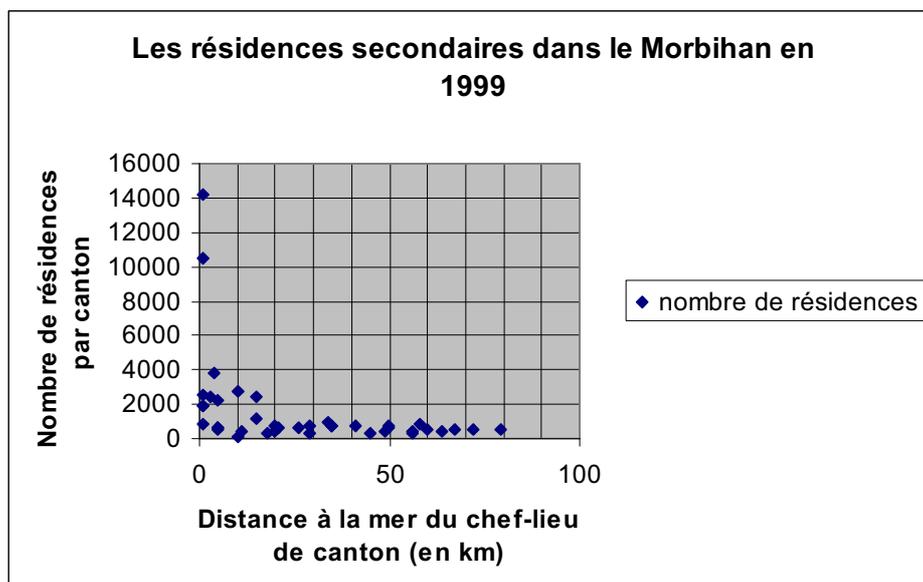
Source : Christophe TERRIER (dir.), 2006.

Figure 3 : La population touristique du Morbihan (en Equivalent Habitants Permanents) par rapport à la population permanente.



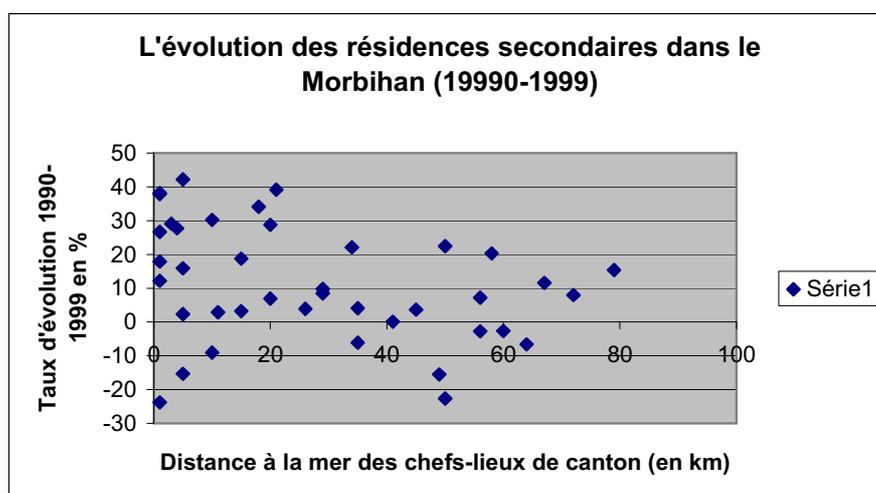
Source : idem.

Figure 4 : La population présente (habitants + touristes) dans le Morbihan en 2005.



Source : INSEE, recensement de la population de 1999.

Figure 5 : Les résidences secondaires dans le Morbihan en 1999.



Source : INSEE, recensement de la population de 1999.

Figure 6 : L'évolution des résidences secondaires dans le Morbihan de 1990 à 1999.

2. Les positions des acteurs territoriaux face aux relations entre l'eau et le tourisme

2.1 L'initiative du projet de recherche

L'initiative de proposer une recherche sur les relations examinées ci-dessus entre la question de la ressource en eau, l'aléa sécheresse et le tourisme dans le Morbihan vient d'une réflexion commune partagée lors des comités de pilotage de la recherche exploratoire « Changement climatique et développement durable du tourisme » menés à la Direction du tourisme en 2005 et 2006 avec le directeur du Comité départemental du tourisme du Morbihan. Mais, on y reviendra ci-dessous, ce n'était pas une idée jacobine ayant émergé à Paris. Le directeur du CDT s'appuyait sur une volonté, de la part des acteurs territoriaux, de réflexion, d'approfondissement des connaissances et de sensibilisation des usagers à ce sujet. De ce fait, la question du risque de pénurie d'eau est apparue au niveau national, lors de ce comité, comme une des plus importantes, avec celle de la couverture neigeuse, dans le cadre d'une réflexion sur les effets du changement climatique sur le tourisme (Dubois, Céron, 2006). Les deux types d'usages de l'eau par le tourisme y ont été rappelés : consommation d'eau potable, et usages de l'hydrôme comme cadres de séjour et/ou supports d'activités.

2.2 Les positions des acteurs départementaux face à la question de l'eau

Le souci de préserver la ressource en eau est présent chez de nombreux acteurs du département, mais avec des variantes dans les priorités. Une reprise des énoncés présents sur leurs sites internet montre que tous ne considèrent pas l'eau avec le même statut. Le tableau qui suit ne traduit pas l'ensemble des réflexions ni des actions réelles de ces acteurs, mais il est significatif en ce sens que certains discours privilégiés sont affichés, et pas d'autres. Si le Comité Départemental du Tourisme a affiché la préservation de la ressource en eau comme un des enjeux pour l'avenir depuis 2006 et l'organisation d'une Journée Mondiale du Tourisme sur l'eau, cela n'apparaissait pas encore clairement lors de l'élaboration du 2^{ème} schéma départemental de développement touristique (2006-2010), où il était question davantage de « *l'entretien et la gestion des cours d'eau et de leurs bassins versants : préservation des zones humides, création de lacs-réservoirs d'eau douce, boisements de bassins versants, création de réservoirs de dérivation sur les écluses, gestion des crues...* ». L'eau y est clairement représentée comme un attrait pour l'espace touristique, à préserver et à utiliser pour les loisirs touristiques, mais il n'est pas question de risque de pénurie d'eau. L'Observatoire Départemental de l'Environnement du Morbihan (ODEM), à travers ses numéros « ODEM infos », porte son attention, de la même façon, sur les questions de qualité de l'eau et des plans d'eau (exemple des cyanobactéries ou de l'entretien et de la restauration des cours d'eau), donc aussi en lien avec les potentialités de ces environnements par rapport aux usages de loisirs. Il faut remonter aux numéros des années 1990 pour trouver un traitement des réserves en eau (n° 2, 1994 : la recherche en eau souterraine dans le Morbihan ; n° 4, 1995 : la réutilisation d'eaux usées en irrigation dans le Morbihan ; et n° 8, 1997 : retenues collinaires et débit des rivières). La présentation par le Conseil Général de ses actions vis-à-vis de l'eau associe ces questions de l'entretien des milieux aquatiques avec la question de la pénurie d'eau. Mais « *la gestion rationnelle de la ressource et la sécurité de l'alimentation* » sont illustrées comme une situation à gérer une fois qu'elle se produit, elle n'est pas conçue sur le mode d'un risque qui peut se produire : « *recherche de solutions de secours en cas de pénurie d'eau ou de problème technique sur une usine de traitement d'eau potable* ». En lien avec cette perspective, les missions du Syndicat départemental de l'eau se calent sur cette dimension technique de la sécurité de l'alimentation, en matière de « *protection des ressources : périmètres de protection de captage ; traitement de l'eau : création ou mise aux normes d'usines ; distribution et sécurisation : canalisation et interconnexion* ».

D'autres acteurs apparaissent beaucoup plus engagés dans des missions de sensibilisation à la préservation des réserves en eau. L'agence de l'eau Loire-Bretagne présente une rubrique sur les « *incitations aux économies d'eau* » Mais, sur son site, elle ne s'applique,

explicitement, qu'aux secteurs « non touristiques » : « dans l'habitat..., l'agriculture, les villes, l'industrie ». Le développement sur les loisirs est rapporté à la question des environnements aquatiques pour la pratique des loisirs liés à l'eau, non à la question de sensibilisation des touristes, à la préservation de l'eau par une maîtrise des consommations, comme elle le fait pour les habitants permanents. Quant à la Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan, directement en contact avec les établissements touristiques, elle a plus nettement affiché sa volonté de « sensibiliser aux économies d'eau dans les établissements ». Mais sur les sites Internet, les principaux acteurs développant les actions à mener en matière d'économie d'eau sont régionaux, et non départementaux : l'Observatoire de l'eau en Bretagne.

2.3 Actions de sensibilisation à la préservation des réserves en eau et à la maîtrise des consommations

Outre les messages de préservation diffusés sur les îles lors des épisodes de sécheresse (2005 à Belle-Ile pour le plus récent), des incitations aux économies d'eau ont aussi été lancées sur le reste du département. Certaines, ici aussi, n'ont pas spécialement concerné le tourisme, comme l'opération « villes pilotes pour l'économie d'eau en Bretagne », qui, financée par l'agence de l'eau, la Région et le Ministère de l'Ecologie, s'est traduite par des mesures appliquées dans une quinzaine de villes bretonnes, dont trois du Morbihan (Lorient, Pontivy et Vannes), avec l'application des deux volets habituels : équipements hydro-économiques, et actions de sensibilisation auprès des habitants. Dans le secteur touristique, c'est surtout une démarche associant la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Saur, l'Union des métiers de l'hôtellerie et le Syndicat départemental de l'hôtellerie de plein air qui sensibilise les établissements et édicte des supports d'information, notamment avec le slogan « *Epargner l'eau, c'est la protéger* ». En complément, l'Agence de l'eau met aussi à disposition des professionnels des « *fiches argumentaires pour des actions de maîtrise des consommations d'eau* » (Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2005). Le traitement des établissements touristiques est cependant fondu parmi d'autres établissements. C'est davantage un document technique, avec des fiches, qu'il faut aller chercher plutôt qu'une action de communication.

Au-delà des incitations, les véritables mesures de restriction ne se sont produites que lors des épisodes de sécheresse, et ceci uniquement sur les îles. Deux modes ont été appliqués : soit des coupures de distribution comme en 1976, soit des réductions de la pression sur le réseau, comme en 2005. *A posteriori*, cette action restrictive, pour préserver ce qu'il restait de la ressource en eau, a eu une conséquence dont les acteurs ont pu être informés : le fait de diminuer la pression a permis de faire baisser les pertes par fuites sur les canalisations. Outre les messages de sensibilisation à la moindre consommation au robinet, c'est cet effet indirect qui a aussi induit la baisse des volumes distribués lors de la sécheresse de l'été 2005.

2.4 Les positions des acteurs face au projet de recherche

Face à un projet de recherche sur cette question de l'eau comme élément à préserver pour, d'une part, éviter des ruptures dans l'approvisionnement et des dégradations de qualité de l'eau, et, d'autre part, maintenir une bonne qualité environnementale et paysagère des espaces dans lesquels l'eau, sous une forme ou une autre, est perceptible par l'homme, les positions des acteurs à la fois se rejoignent et diffèrent, en partie sur la base de leurs déclarations vis-à-vis de l'eau sur leurs sites internet. Géographiquement, c'est par rapport aux situations délicates sur les îles que l'idée du projet peut être amorcée : des pénuries d'eau s'y sont produites, et cela justifie l'intérêt qu'on peut y porter (mais engendre aussi une

stigmatisation). D'autre part, la dimension touristique dans la question générale du risque de pénurie d'eau est aussi comprise : c'est en été, par la hausse de l'occupation de l'espace littoral, que l'ensemble du territoire peut se trouver confronté, lors d'étés secs, à un risque de pénurie d'eau, surtout avec une dégradation de sa qualité.

Ensuite, le risque de pénurie d'eau étant diversement apprécié par les différents acteurs, c'est surtout au niveau d'une amélioration de la connaissance des usages de l'eau et des consommations dans différents types d'établissements et avec différentes clientèles et populations que l'accord s'effectue entre chercheurs et acteurs départementaux. S'il n'existe pas de demande stricte d'apports de connaissances, il existe des souhaits d'apports de résultats en matière de comportements vis-à-vis de l'eau dans les résidences secondaires notamment, et, pour ce qui concerne les professionnels de l'hébergement touristique, un retour d'informations après les campagnes de sensibilisation de la CCI et de la Saur en termes d'équipements hydro-économiques. Quant à l'apport de connaissances sur les relations des populations à l'eau comme facteur d'attraction et de pratiques ludiques, il est bienvenu et ne pose pas vraiment question.

Au-delà des acteurs du département, cette relation entre la ressource en eau et le tourisme intéresse des structures à compétence plus large. Ainsi, l'agence de l'eau Loire-Bretagne est intéressée par des connaissances de situations locales (ici, le Morbihan) pouvant être représentatives de l'ensemble d'une zone, telle que la région littorale atlantique, avec ses îles, ses littoraux continentaux et son arrière-pays.

Au niveau national, les différents acteurs (Direction du tourisme, Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, Odit France) ont exprimé, par l'intermédiaire du rapport de G. Dubois et J-P. Céron, la relation à établir entre le tourisme et le risque de pénurie d'eau, avec des souhaits d'approfondissement de connaissances sur les consommations globales d'eau par le tourisme, les consommations détaillées par différents secteurs et les niveaux de prestation offerts. La connaissance est ici jugée comme un préalable à la négociation sur les usages prioritaires de l'eau.

2.5 Une première rencontre importante : la Journée Mondiale du Tourisme en 2006

En septembre 2006 s'est tenue à Locol-Mendon, près de la ria d'Etel, une déclinaison de la Journée Mondiale du Tourisme sur le thème de l'eau, avec les interventions d'acteurs du département oeuvrant dans la sensibilisation et l'action pour la maîtrise des consommations d'eau, ainsi que d'acteurs nationaux (Direction du tourisme). Si cette journée a surtout constitué un moment d'information auprès de professionnels du tourisme déjà acquis à la cause de la préservation de l'eau plus qu'auprès des autres professionnels en marge de l'engagement à mener, elle a justement permis de dégager des axes de poursuite du travail, synthétisés par le directeur du Comité départemental du tourisme : « *rendre accessible les informations et la connaissance ; favoriser la prise de conscience de chacun ; recenser les expériences, les comportements et les bonnes idées ; sensibiliser les populations en visite ; gérer les flux dans le temps et dans l'espace* ». Ces cinq perspectives sont à prendre comme des orientations pour le projet de recherche, tout en les discutant du point de vue scientifique.

3. Les objectifs de la recherche

3.1 Les objectifs en matière de recherche appliquée

Répondant à un appel à propositions associant des structures étatiques et des collectivités locales, les objectifs de recherche sont à cadrer par rapport à la demande du programme national « Risque, décision, territoire », puis sont à définir en fonction de la situation dans le département. L'ensemble des acteurs, Etat comme acteurs départementaux, se placent dans des perspectives d'amélioration des connaissances au niveau du territoire examiné, soit pour établir des leçons à tirer vis-à-vis d'autres territoires, soit afin d'en tirer des bénéfices pour la gestion du territoire en question.

Les objectifs portent sur deux volets principaux : d'une part, les connaissances sur les équipements hydro-économiques et la propension des professionnels du tourisme à adopter ces équipements, et d'autre part, les connaissances sur les usages de l'eau chez les vacanciers effectuant un séjour dans le Morbihan.

Les objectifs issus de la Journée Mondiale du Tourisme, rencontre de différents acteurs d'échelons territoriaux variés, constituent une base pour des objectifs de recherche appliquée.

3.1.1 Les objectifs par rapport aux professionnels du tourisme

Les deux premiers buts se rejoignent : informer et favoriser la prise de conscience des professionnels du tourisme pas encore sensibilisés à la question. Cela implique d'abord d'identifier les professionnels : pourquoi certains d'entre eux, en effet, se sont mobilisés pour cet enjeu, et pourquoi pas d'autres ? Les réponses à cette interrogation sont-elles à chercher dans les cultures professionnelles, et/ou dans les cultures 'privées' des individus (cultures familiales, scolaires, touristiques, etc.) ? Outre ce questionnement sur les différenciations sociales, existe-t-il des différences géographiques dans cette sensibilité à la préservation de l'eau ? Est-ce que la préoccupation s'est davantage développée dans les communes littorales ou pas ? Et ces professionnels du tourisme suivent-ils plutôt l'aspect de préservation des « milieux aquatiques » et/ou celui de la préservation des réserves, c'est-à-dire sont-ils sensibles aux messages sur la gestion des cours d'eau et/ou aux messages sur les économies d'eau, les deux types d'informations, comme on l'a vu ci-dessus, n'étant pas tout à fait dispensés par les mêmes acteurs départementaux ? Cette première étape franchie, cela permettra de se pencher sur les modes différenciés de communication vis-à-vis de ces publics identifiés comme différents, en sachant sur quelles bases.

En complément, il importe de répondre aussi au troisième objectif de la Journée Mondiale, à savoir la connaissance des expériences et bons comportements, en suivant le but pratique de les adapter à d'autres professionnels, et non de les transposer. Comment alors réaliser cette adaptation ? C'est ici aussi que les savoirs sur les capacités des différents professionnels à adhérer à telles pratiques s'avéreront utiles.

3.1.2 Les objectifs par rapport aux touristes

Le quatrième objectif se porte, lui, sur les touristes et non plus sur les professionnels. La Journée Mondiale du Tourisme envisage la sensibilisation des touristes par l'intermédiaire des professionnels. En complément, il faut aussi réfléchir aux modes de communication directement entre les instances de promotion du tourisme et les touristes. Dans les deux cas, les moyens en termes de recherche appliquée sont les mêmes : il importe de connaître les rapports des populations touristiques à l'environnement et aux paysages, pour ensuite associer ces connaissances avec leurs usages et représentations de l'eau. Ici aussi, se posent les questions des différenciations sociales et spatiales. La question littorale revient ici aussi : au-delà des situations insulaires, est-ce que la question de la préservation de l'eau est plus grande ou pas chez les touristes du littoral ?

Et puis, le tourisme étant d'abord une activité liée à la mobilité, il faut se poser la question des différences de positions des populations touristiques vis-à-vis de l'eau en fonction de leurs origines et de leurs cultures. Les dimensions sociales et géographiques sont à travailler pleinement dans cet examen des différences de représentations et de pratiques de l'eau des touristes. Leurs espaces quotidiens sont à connaître, mais aussi leurs parcours résidentiels et leurs expériences touristiques. L'objectif étant donc d'apporter des réponses aux acteurs pour savoir comment sensibiliser les différentes populations à la préservation de l'eau.

3.1.3 La gestion des flux sur le territoire

Ce terme de gestion des flux signifie en fait la gestion de la présence touristique, additionnée à la population permanente, sur le territoire. Les objectifs sont fixés en termes de rééquilibrage dans l'espace, et d'un étalement de la fréquentation dans le temps. Quelles populations sont prêtes à s'engager vers ces pratiques déspatialisées et/ou désaisonnalisées ? Et comment les structures d'accueil peuvent-elles alors s'adapter ?

3.2 Les objectifs en matière de recherche fondamentale

Ces objectifs ne sont pas détachés des précédents. Pour aboutir à des finalités appliquées, il importe de passer par des étapes de recherche fondamentale qui convoque des questionnements, apparemment étrangers aux acteurs, mais qui permettent de développer la recherche.

3.2.1 Les relations à l'environnement et aux paysages et les représentations de la nature

Pour travailler cette question, indispensable dans le cadre de la tension entre la dimension de l'eau cadre ou support d'activités, et la dimension de l'eau comme ressource pour les usages domestiques, il importe de rappeler le passage par la réflexion articulée sur les relations à l'environnement d'une part, aux paysages d'autre part. L'environnement relève des éléments biophysiques de la nature avec lesquels les hommes entrent en contact, alors que les paysages expriment la relation entre l'homme percevant et l'aspect d'un pays. Les deux notions font intervenir les pratiques comme les représentations, mais pas sur la base d'un même objet ni d'un même rapport à l'extériorité.

Au moyen de ces outils ou opérateurs de recherche, l'objectif fondamental est de cerner les représentations différenciées de la nature entre les populations, l'hypothèse étant qu'une mise en catégories peut être effectuée.

3.2.2 Les représentations du changement climatique

Face aux discours médiatiques sur le changement climatique, les professionnels et les touristes font-ils la relation entre les préconisations de préservation de l'eau et le changement climatique ? Fondamentalement, y a-t-il pour eux changement climatique, et, si oui, de quelle manière ? En quoi l'influence des discours et/ou la conscience et la conviction d'un changement ont-ils des effets sur leurs pratiques ?

Conclusion : perspectives de recherche

Face à ces questionnements, il importe de déployer un protocole de recherche, notamment au moyen d'entretiens exploratoires, puis d'entretiens semi-directifs, afin de trouver des réponses aux besoins de connaissances sur les usages et les représentations de l'eau, afin aussi de prendre la mesure des différenciations sociales et spatiales qui se manifestent sur un territoire départemental, et évaluer le rôle pris par l'espace littoral dans cette question : espace au fondement du problème par l'importance de la fréquentation estivale, doit-on porter la question de la gestion uniquement en son sein, en faisant l'hypothèse qu'une meilleure répartition de l'occupation touristique, plus étalée, n'est pas possible, ou bien doit-on réfléchir à l'intégration de l'espace littoral et de son arrière-pays (à définir en partie) pour la gestion de ce risque de pénurie d'eau, et avec quels bénéfices ?

Références bibliographiques

- Agence de l'Eau Loire-Bretagne, 2005, *Etude « Economie d'eau » Rapport n° 3 Fiches argumentaires pour des actions de maîtrise des consommations d'eau*, Office international de l'eau, 55 p.
- Dubois G., Céron J.-P., 2006, *Adaptation au changement climatique et développement durable du tourisme*, Direction du Tourisme, 131 p.
- Dubreuil V., 1996, Synthèse géographique de la sécheresse dans les régions océaniques, *La Météorologie*, n° 15, p. 22-34.
- Dubreuil V., 1997, La sécheresse dans la France de l'Ouest : une contrainte climatique trop souvent oubliée, *Sécheresse*, vol. 8, n° 1, p. 47-55.
- Dubreuil V., Mounier J., Lejeune V., 1998, L'accentuation récente du déficit estival dans la France océanique, *Publications de l'Association Internationale de Climatologie*, vol. 11, p. 151-157.
- Mounier J., Dubreuil V., Le Hénaff F., 1993, Sécheresse et rivières en Bretagne occidentale, Griselin M. (dir.), *L'eau, la terre et les hommes Hommage à René Frécaut*, Presses Universitaires de Nancy, p. 263-272.
- Terrier C. (dir.), 2006, *Mobilité touristique et population présente Les bases de l'économie présentielle des départements*, Direction du Tourisme, 128 p.